

Réflexions sur le rapport entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire en Argentine

René Berthier, juin 2016

En Argentine le rapport entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire ne suit pas du tout le même schéma qu'en France. Alors que le syndicalisme révolutionnaire est une production spontanée – je préfère en fait dire une production *naturelle* – de la classe ouvrière française, en Argentine il est une importation corrompue de la doctrine originelle.

Le syndicalisme révolutionnaire de la CGT française est apparu vers 1902-1904 sur un socle qui avait été initialement bâti par les anarchistes entre 1892 et 1902 : il y eut une dizaine d'années pendant lesquelles l'anarchisme a totalement déterminé le mouvement syndical français : c'est la période des bourses du travail, qui n'ont pas été créées par les anarchistes mais dans lesquelles ceux-ci ont joué un rôle déterminant.

Contrairement aux affirmations à la fois de Michael Schmidt et Lucien van der Walt et d'Edilene Toledo, la fondation de la CGT en 1895 n'est pas la fondation du syndicalisme révolutionnaire : la CGT est alors une structure instable, peu développée, encore influencée par le guesdisme. La véritable fondation de la CGT date du congrès de 1902, lorsque la CGT et la Fédération des bourses du travail fusionnent – une fusion qui avait laissé les bourses du travail très réticentes.

On a peut-être ici un point commun entre la France et l'Argentine : l'organisation de classe du mouvement ouvrier fut

initialement une organisation de type anarchiste : seulement, cette situation cessa d'être effective en France à partir de 1902 tandis qu'elle perdura en Argentine. Alors qu'en France le syndicalisme révolutionnaire est le produit d'une fusion entre anarchisme et d'autres courants fermement attachés à l'autonomie du mouvement syndical par rapport à l'Etat et aux partis, en Argentine il n'y eut pas de rapprochement entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire : ils se trouvèrent au contraire en opposition.

Cette opposition s'explique par le fait que le syndicalisme révolutionnaire qui fut « importé » en Argentine était une théorisation faite par un certain nombre d'intellectuels plus ou moins marxistes autour de Georges Sorel, qui considérait que la grève générale était un mythe utile mais rien de plus. Sorel et ses disciples pensaient que le socialisme parlementaire et la conquête du pouvoir par les élections étaient une déviation des idées de Marx – ce qui va à l'encontre des faits historiques car Marx fut un authentique fondateur de la social-démocratie, c'est-à-dire de la conquête du pouvoir par les élections. Pour ces intellectuels, le syndicalisme révolutionnaire était l'incarnation du vrai marxisme de leur temps. Cependant, lorsque le syndicalisme révolutionnaire déclina vers 1909-1910, Sorel se tourna vers l'Action française, le courant royaliste. Ensuite il se fit un admirateur de Lénine avant de s'intéresser à Mussolini.

C'est ce syndicalisme révolutionnaire-la qui fut importé en Argentine, c'est-à-dire un corps totalement étranger à la classe ouvrière.

C'est donc au sein du mouvement socialiste argentin que le syndicalisme révolutionnaire se développa et qu'il édita à partir de 1905 un périodique, *La Acción socialista*. Les syndicalistes révolutionnaires pénètrent alors dans l'UGT, une centrale syndicale socialiste dont ils prennent la direction et obtiennent

le rejet de l'action parlementaire. Plusieurs tentatives d'unification avec la FORA échouent en 1907, 1909 et 1912 : la FORA est en effet totalement opposée à l'idée de « neutralité » syndicale qui, en France après la congrès d'Amiens, avait finalement abouti à légitimer la stratégie parlementaire.

En 1909 l'UGT change son nom en CORA – Confédération ouvrière de la région argentine – avec des statuts très proches de ceux de la FORA.

« En 1914, la CORA s'auto-dissout et ses adhérents intègrent les rangs de la FORA. Par ce stratagème, ils parviennent, un an plus tard, en 1915, à faire adopter le principe de neutralité idéologique par le 9^e congrès de la FORA. L'abandon de la finalité anarchiste ne fut pas acceptée par tous les militants et, en 1916, un certain nombre de syndicats décident de refuser les résolutions du 9^e congrès et de maintenir la déclaration en faveur du communisme libertaire adoptée lors du 5^e congrès de la FORA. A partir de ce moment-là et jusqu'en 1922, il y aura deux FORA : la FORA 5e appelée aussi FORA “communiste” qui regroupe les organisations ouvrières se réclamant du communisme libertaire et la FORA 9e ou FORA “syndicaliste” favorable à la neutralité idéologique¹. »

C'est en sachant cela qu'il faut interpréter l'opposition vigoureuse des militants de la FORA au syndicalisme révolutionnaire.

Ce qui ne signifie pas que la FORA adhérait à toutes les positions du « vrai » syndicalisme révolutionnaire, celui de la

¹ Ariane Miéville, *op. cit*

CGT française : elle « refuse le postulat suivant lequel le syndicat constituerait l'embryon de la société future, l'idée de remplacer le pouvoir de l'État par celui du syndicat allant à l'encontre de ses principes antiautoritaires. Ses militants sont partisans de la libre association des producteurs et de la libre fédération des associations de producteurs et de consommateurs. Pour eux, le syndicalisme est le produit du système capitaliste et doit disparaître avec lui »².

On retrouve donc dans la « doctrine » de la FORA des points de vue que la rapprochent des idées de Malatesta, avec lequel pourtant elle diverge sur d'autres points : par exemple « la FORA se sépare de toute une tradition du mouvement libertaire qui, à la suite de Malatesta, veut absolument différencier les organisations syndicales des groupes spécifiques anarchistes³. » En effet, les militants de la FORA sont opposés aux groupes anarchistes qui se consacrent à la propagande, aux groupes « spécifiques », qui n'auraient d'intérêt, selon eux, que pour prendre le relais de l'organisation ouvrière anarchiste lorsque l'action dans le mouvement social n'est pas possible :

« Leur position repose sur un constat : là où l'anarchisme a été essentiellement porté par des philosophes, fussent-ils de la taille d'un Kropotkine, ou par d'ardents propagandistes comme Emma Goldman ou Johann Most, c'est-à-dire en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il ne s'est pas beaucoup développé. Par contre, l'Espagne et l'Argentine, qui comptent bien peu de théoriciens anarchistes, connaissent un mouvement puissant. La FORA en conclut que l'anarchisme se propage mal du haut vers le bas, des intellectuels vers le peuple et qu'il est

² Ariane Miéville, *op. cit.*

³ Ariane Miéville,

préférable de le diffuser directement au sein du prolétariat, parce qu'il correspond à ses aspirations latentes ⁴. »

Ariane Miéville cite Emilio López Arango et Diego Abad de Santillán, qui écrivent que l'anarchisme n'est pas une « découverte de laboratoire » mais « un mouvement spontané des opprimés et exploités » ; la philosophie contribue à la concrétisation des aspirations latentes des masses rebelles, « mais elle n'a pas le droit de s'approprier les conceptions de l'anarchisme » ⁵. Pour la FORA, il ne saurait y avoir de division organisationnelle du travail entre élaboration théorique et action. Les deux activités forment un ensemble indissociable. Etablir une distinction reviendrait à créer une hiérarchie comparable à celle qui existe entre partis et syndicats dans le modèle social-démocrate.

Selon Jorge Solomonoff, cité par Miéville, le cas espagnol représenterait l'illustration du modèle « séparation des tâches » où la FAI se livrerait à l'activité idéologique et la CNT à l'activité syndicale.

Le problème est à mon avis plus compliqué. La FAI s'est à l'origine constituée moins pour assumer le rôle de direction idéologique du mouvement syndical libertaire que pour faire contrepoids à l'influence réformiste. Les échecs répétés de tentatives insurrectionnelles de la FAI en 1931-1932, en janvier, mai et décembre 1933 ne plaident pas en faveur d'une clairvoyance stratégique de l'organisation spécifique censée fournir les orientations idéologiques à l'organisation de masse. Enfin, le programme qui triomphe au congrès de Saragosse en 1936 alors que la FAI dirige les destinées de la CNT ne révèle pas une vision très en phase avec la réalité sociale du moment.

⁴ Ariane Miéville, *op. cit.*

⁵ Emilio López Arango, Diego Abad de Santillán, *El anarquismo en el movimiento obrero*, Ediciones Cosmos, Barcelone, 1925, p. 106.

Ce programme politique fonde son inspiration dans les conceptions d'autonomie communale directement inspirées de Kropotkine, et en particulier de la *Conquête du pain*. Les résolutions du congrès de Saragosse expriment la méconnaissance des mécanismes économiques de la société, le mépris de la réalité économique et sociale. Le congrès développe dans son rapport final le « concept confédéral de communisme libertaire », fondé sur le modèle des plans d'organisation de la société future qui foisonnent dans la littérature socialiste du XIX^e siècle. Le fondement de la société future est la commune libre. Chaque commune est libre de faire ce qu'elle veut. Celles qui refusent de s'intégrer, en dehors des accords de « *convivencia colectiva* », à la société industrielle, pourront « choisir d'autres modes de vie commune, comme par exemple celles de naturistes et de nudistes, ou auront le droit d'avoir une administration autonome en dehors des accords de compromis généraux ». Ainsi, le rapport du congrès de Saragosse, déjà mentionné, aurait pu être écrit à n'importe quelle époque. Il est absolument en dehors du temps.

A l'inverse, si on s'en tient à la description de Solomonoff, la réflexion politique et idéologique n'entraîne pas dans les attributions de la CNT, ce qui est loin d'être le cas, dans la pratique.

L'Argentine offrit un modèle achevé de fusion entre organisation revendicative et organisation idéologique, empêchant la création d'organisations spécifiquement anarchistes, du moins jusqu'aux années 20. Un tel modèle ne cadre pas avec le schéma élaboré par Michael Schmidt et Lucien van der Walt, selon lesquels le syndicalisme révolutionnaire était une « stratégie » de l'anarchisme : la FORA récusait le qualificatif d'organisation syndicale ; et enfin la FORA était opposée à l'existence d'organisations

spécifiquement anarchistes. Or ces trois constats n'apparaissent pas du tout dans leur livre, lorsqu'ils parlent de FORA.